

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

CLIMAT POLITIQUE

Sous le gouvernement du président Carlos Salinas de Gortari, le Mexique s'est attiré le respect du monde entier pour les profondes réformes sociales et économiques que l'on y a amorcées. En moins de trois ans, le gouvernement mexicain a stabilisé l'économie et en a ravivé la croissance en privatisant et en déréglementant de nombreux secteurs de son industrie, dont celui des transports. Les réformes ont eu pour effet de réduire les coûts, d'accroître l'efficacité et de propager chez les gens d'affaires un véritable esprit d'entreprise. Pour laisser jouer les lois du marché, le gouvernement mexicain s'est retiré de nombreux secteurs de l'économie, dont le transport aérien, l'acier, les produits pétrochimiques secondaires, l'automobile, les produits pharmaceutiques, les textiles, le ciment, les appareils électroniques et les services (le tourisme, les banques et les communications).

Grâce à la stabilité acquise, aussi bien dans le fonctionnement de l'État que dans celui de l'ensemble de la société, le Mexique est en voie de prendre sa place aux rangs des pays développés. Les exportateurs qui reluquent ce marché peuvent compter sur une structure gouvernementale relativement sûre, la situation politique s'étant grandement améliorée. Le milieu des affaires et le gouvernement ont développé des rapports de travail fondés sur la collaboration, ce qui a permis d'améliorer le dialogue dans l'élaboration des politiques. On a entrepris, dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs et le commerce (GATT) et de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de refondre la réglementation en matière de commerce afin qu'elle se conforme à l'Uruguay Round des négociations commerciales multilatérales. Grâce à la croissance soutenue qu'il connaîtra dans un régime de libre-échange, le Mexique est en voie de devenir un marché attrayant et lucratif.

CLIMAT ÉCONOMIQUE

Le Mexique traverse une période de mutations profondes sans précédent, même dans un monde où le changement politique et économique est la norme. Ces dernières années, le pays a poursuivi sans relâche un programme de modernisation qui voulait intégrer les plus récents progrès technologiques à tous les secteurs de l'économie et ainsi améliorer la qualité de vie des Mexicains. Par son produit intérieur brut (PIB), qui se chiffrait à 280,3 milliards de dollars américains en 1991, le Mexique se classe parmi les 15 premières économies au monde. La croissance réelle, négative au milieu des années quatre-vingt, a atteint 3,6 p. 100 en 1991. Dans les trois prochaines années, le pays espère enregistrer une croissance annuelle de 5 p. 100 de son PIB. Résultat d'une étroite collaboration entre le secteur privé et le secteur public, le taux d'inflation a été ramené de 160 p. 100 en 1988 à environ 19 p. 100 en 1991. Après des décennies de protectionnisme, l'économie mexicaine est maintenant l'une des plus ouvertes au monde.

Depuis quelques années, les indicateurs de l'économie mexicaine affichent des taux de croissance impressionnants, à mesure que la structure mexicaine se rapproche de celle des pays industrialisés. Depuis 1988, le Mexique connaît des changements spectaculaires, résultat des réformes économiques en profondeur entreprises par le président Carlos Salinas de Gortari. Le programme des réformes portait sur huit grands secteurs : 1) libéralisation des échanges commerciaux; 2) déréglementation (ou simplification des règlements) dans divers secteurs de l'économie; 3) abaissement du taux d'inflation; 4) privatisation de certaines industries d'État; 5) rééchelonnement de la dette extérieure; 6) libéralisation de la réglementation sur les investissements étrangers; 7) réduction du déficit budgétaire; et 8) formulation d'un Plan de développement national (*Plan Nacional de Desarrollo*).